

Relations industrielles Industrial Relations



Friedman, Gerald, *State-Making and Labor Movements: France and the United States, 1876-1914*

Jean Saglio

Volume 55, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/051338ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/051338ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saglio, J. (2000). Compte rendu de [Friedman, Gerald, *State-Making and Labor Movements: France and the United States, 1876-1914*]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 55(3), 543–545. <https://doi.org/10.7202/051338ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

method of difference to explain variations on the dependent variable amongst most similar cases. Therefore the authors attempt to identify the factors that account for variations on the dependent variable (the distribution of employment relations patterns) across the same two industries (autos and telecom) in different countries. This design assumes that by matching industries, many of the sources of variation in the distribution of employment patterns between the different countries will be controlled for. The consequence of this research design is that cross-national differences in patterns of the distribution of employment practices within the same industry are attributed to institutional differences between the countries. It is not hard to think of problems with this assumption. For example, Australia has been characterized by systematic under-investment in new plant and technology in the auto sector (as a consequence of the tariff protection regime and the domestic market focus of the industry) and this has an influence on how work is organized in its car factories. When compared with Japan or Germany, this difference in capital intensity and technological sophistication would surely play a role in explaining differences in the distribution of employment practices between the cases, yet the approach Katz and

Darbishire adopt excludes these structural factors from the analysis. All that is left to explain differences in the industry patterns between the cases are institutional differences, which apparently enjoy an almost independent existence.

The consequence of adopting these two research designs, side by side, is that we are left with contradictory, or at the very least confusing, evidence that suggests, on the one hand, that institutions do not matter (because there is evidence of convergence on divergence across countries) and, on the other, that institutions do matter (because there is divergence in the extent of convergent divergence within the different industries). In the absence of a clearly articulated theoretical argument, it would seem reasonable to conclude that this empirical pattern may simply result from the way the research is constructed. For this reason, and the others I have outlined above, I think *Converging Divergences* illustrates both the relative lack of theoretical sophistication in industrial relations and also the underlying problems with theory development in comparative industrial relations research.

NICK WAILES

The University of Sydney

State-Making and Labor Movements : France and the United States, 1876-1914

par Gerald Friedman, Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, 1998, 317 p., ISBN 0-8014-2325-2.

Comment analyser les différences considérables entre les orientations des mouvements ouvriers et du syndicalisme dans des pays de développement économique comparable ? La question demeure, depuis longtemps, l'une des pierres de touche de l'histoire du travail et des relations professionnelles, et donc plus largement de l'histoire économique. Gerald Friedman la reprend à partir d'une analyse comparée des deux cas

exemplaires que sont la France et les États-Unis dans la période de fondation des mouvements ouvriers qui se situe au tournant du XIX^e au XX^e siècles.

Les analyses traditionnelles se focalisaient soit sur les orientations internes et les débats des mouvements ouvriers et syndicaux, soit sur les formes et rythmes des évolutions économiques des appareils industriels. La thèse qu'il propose prend le contrepied de ces

analyses : ce n'est ni dans le mouvement ouvrier lui-même, ni dans un déterminisme économique plus ou moins sophistiqué qu'il recherche l'explication, mais plutôt dans les configurations d'acteurs propres à chacun des systèmes politiques, dans les succès et les échecs des conflits qu'il va rechercher les explications. Ce qui différencie les deux situations historiques, c'est que le patronat américain va réussir à se présenter comme un acteur républicain, renvoyant l'action syndicale à apparaître comme une menace contre l'ordre républicain, alors que le patronat français reste campé dans son opposition à la république, laissant possible l'alliance républicaine autour du mouvement ouvrier français, quel que soit son radicalisme affirmé.

Le cœur de l'action syndicale, ce sont les conflits et les grèves. C'est la grève — même lorsqu'elle échoue partiellement — qui fait l'adhésion syndicale et non l'inverse. Ce sont ces succès et ces échecs qui expliquent les réorientations et les stratégies des différents acteurs : le développement des associations patronales, le repli sur des orientations plus ou moins corporatistes, l'ampleur et la forme de la répression étatique ou patronale, l'intervention médiatrice des pouvoirs publics... sont ainsi explicables par les résultats des conflits passés et structurent les stratégies ultérieures. La démonstration s'appuie sur l'examen d'impressionnantes bases de données : Friedman reprend l'exploitation systématique des données sur les grèves qu'avaient déjà utilisées Shorter et Tilly pour la France et constitue des bases de données tout aussi monumentales pour les États-Unis. Ce sont environ 13 000 conflits qui sont ainsi répertoriés et étudiés ainsi qu'un nombre considérable de données sur les syndicats, les entreprises, les concentrations industrielles et urbaines, les résultats électoraux détaillés...

Le succès ou l'échec des grèves, et les orientations syndicales ultérieures,

dépendent pour une bonne part de la position des politiques et de l'intervention des pouvoirs publics. Dans le système français, les alliances se forment à partir des extrêmes : les socialistes dans le champ politique et le mouvement ouvrier dans le champ social sont les pivots de la solidarité républicaine qui constitue l'alliance dominante. Les grèves sont larges et tendent à impliquer un maximum de participants, pour amener l'intervention et la médiation gouvernementales. Le mouvement ouvrier américain a lui aussi connu un temps de larges mobilisations, mais l'échec sanglant de la manifestation du 3 mai 1886 à Chicago a durablement restructuré le système d'alliances et de conflits. À partir de ce moment, la grève ne peut plus être présentée comme un mouvement général, mais bien comme un conflit d'intérêt localisé et circonscrit, sans influence possible sur l'ordre public. Cet événement central marque le chant du cygne des *Knights of Labor* et l'émergence de l'*AFL* de *Gompers*. Dans le champ politique, les alliances se forment plutôt à partir du centre et minimisent les capacités de pression du mouvement syndical.

La syndicalisation s'explique donc davantage par ces configurations politiques que par les orientations idéologiques des dirigeants syndicaux. Ses mouvements suivent le mouvement des grèves et non celui des conjonctures économiques. Centrée sur les groupes professionnels restreints aux États-Unis, elle est plutôt le fait des petits établissements que des grands, alors qu'en France, elle croît avec la taille des établissements. L'adhésion syndicale est d'abord et avant tout la participation à ce mouvement collectif de transformation sociale et non un calcul ou une stratégie individuels de maximisation des gains escomptés. De ce fait l'idéologie révolutionnaire des dirigeants n'est, notamment en France, ni un obstacle à l'adhésion, ni un facteur d'échec des mouvements. La bonne performance de

la syndicalisation française dans les grands établissements est d'ailleurs pour l'essentiel due aux syndicats à leadership radical alors que les syndicats dont l'idéologie est plus modérée réalisent des performances similaires à celles de leurs homologues d'outre Atlantique.

La thèse défendue par Friedman est donc fondée sur trois positions fortes. Elle reprend tout d'abord l'hypothèse historique que les mouvements ouvriers sont d'abord politiques et s'enracinent historiquement dans l'utopie de l'achèvement du processus démocratique révolutionnaire initié par la révolution française et le mouvement des droits américains. Elle réaffirme la centralité des conflits et de la structure des positions respectives qu'ils produisent dans l'explication des phénomènes d'institutionnalisation, y compris sur longue période. Elle s'oppose avec vigueur aux différents réductionnismes économiques, y compris ceux des marxismes orthodoxes ou des pères fondateurs de l'institutionnalisme américain.

Appuyés sur des traitements statistiques très solides, nombre de raisonnements de détail apportent des éléments

de preuve fort convaincants. Il faudrait parfois descendre dans le détail de la définition des *dummy variables* pour discuter tel ou tel point qui mériteraient une discussion plus approfondie : ainsi les taux de syndicalisation sont parfois calculés sur des branches locales et non établissement par établissement et peuvent donc masquer des différences d'implantation notables dans certains cas d'espèce. Ces traitements statistiques sont relayés par des analyses politiques larges d'une grande précision. Certains historiens discuteront de la possibilité de construire ainsi des explications de large portée, tant parce qu'elles couvrent de longues périodes que parce qu'elles englobent des situations nationales qui peuvent paraître hétérogènes. Mais ceci ne retire rien à la valeur et à la profondeur de la thèse qui nous est ici proposée et qui constitue une contribution majeure et incontournable aux débats sur la syndicalisation et sur son explication historique et plus largement à l'histoire économique comparée.

JEAN SAGLIO
CNRS-CRISTO,

Université Pierre Mendès-France

The Brave New World of European Labor: European Trade Unions at the Millennium

by Andrew Martin and George Ross, et al., New York: Berghahn Books, 1999, 416 p, ISBN 1-57181-167-2 (hc.: alk. paper) and ISBN 1-57181-168-0 (pbk.: alk. paper).

Anyone looking for an in-depth, up-to-date and balanced account of trade unions in Europe, covering the last two decades of the 20th century, need look no further than the six studies of Britain, Germany, Sweden, France, Italy and Spain brought together here under the coordination by Andrew Martin and George Ross. Particularly outstanding are the essays on Britain and Sweden by Chris Howell and Rianne Mahon respectively: I am aware of no more comprehensive and insightful accounts of the deep crisis that enveloped these two la-

bour movements since 1980. And the fact that Martin and Ross themselves contribute an essay of equal quality on labour representation at the level of the EU makes this book a definitive text on contemporary European trade unionism.

The book is not only important for the European specialist. A great many people everywhere look to Europe as providing the answer of how labour should respond to globalization. Despite the many defeats European unions have suffered at the national level, it is believed that the European Social